



## PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement Hauts-de-France

Unité Départementale du Hainaut

Zone d'activités de l'Aérodrome

BP 40137

59303 Valenciennes cedex

Affaire suivie par : Médhy MELIN et Maxence TISON

Tél : 03 27 21 05 15

Fax : 03 27 21 00 54

à

DDTM NORD

8, rue de Belle Vue  
CS 90007

59042 LILLE CEDEX

MM/2019.100

[medhy.melin@developpement-durable.gouv.fr](mailto:medhy.melin@developpement-durable.gouv.fr)

[maxence.tison@developpement-durable.gouv.fr](mailto:maxence.tison@developpement-durable.gouv.fr)

Prouvy, le 11 juillet 2019

**OBJET :** Demande d'avis sur PC05928819E0004.

**REF. :** Votre transmission du 14 juin 2019 – Affaire suivie par Danielle TOURBIER  
Transmission du demandeur du 10 juillet 2019 à la DREAL Hauts-de-France, aux mairies  
concernées et à la DDTM  
Demandeur : TOTAL SOLAR sas, représenté par Monsieur LE GUENNEC Mathieu  
Adresse du terrain : avenue de l'Europe à Haulchin (59121).

Par transmissions citées en références, vous sollicitez mon avis sur la demande de Permis de Construire n° PC05928819E0004 visée en objet, qui concerne l'installation d'une centrale photovoltaïque au sol. Il s'agit d'éléments complémentaires transmis par le pétitionnaire à la suite de mon avis du 30 avril 2019.

Cet avis présentait des réserves sur deux problématiques : la compatibilité avec le PPRT et les risques accidentels ainsi que les sites et sols pollués d'origine industrielle.

Les éléments d'information précisés dans le courrier du 30 avril 2019, par exemple concernant les lignes électriques, les canalisations ou les risques miniers, demeurent valides.

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après mes remarques sur les compléments apportés.

### **1. - Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).**

Les compléments présentés montrent que le pétitionnaire a pris les mesures afin que son projet ne puisse pas aggraver les effets des phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les sites EPV et Antargaz-Finagaz. A ce titre, il indique avoir intégré les dernières études de dangers de ces deux sites. De plus, il a pris en compte les éléments de porter à la connaissance issus du dossier de l'étude de dangers du site EPV.

Le pétitionnaire devait également apporter des éléments concernant le caractère restreint de la vulnérabilité. Pour ce faire, il a transmis l'attestation d'un architecte certifiant que l'étude préalable permettant de déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation a été réalisée et que le projet la prend en compte. Il s'agit d'une exigence de l'article R. 431-16 f du Code de l'urbanisme et du PPRT. Il n'appartient pas à mes services d'évaluer la qualité de l'étude préalable et les solutions techniques mais nous notons son existence et sa transmission.

Ces éléments lèvent les interrogations exprimées dans mon courrier du 30 avril 2019 sur la compatibilité du projet avec le PPRT et les risques accidentels liés aux établissements EPV et Antargaz-Finagaz.

## **2. - Sites et sols pollués d'origine industrielle**

### **- Généralités**

Les principes relatifs à la gestion des sites et sols pollués sont disponibles sur le site [www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr](http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr).

Dans ce cadre, je souhaite insister sur deux aspects importants :

#### **Responsabilités :**

La responsabilité première de maîtrise des risques incombe au maître d'ouvrage, qui doit s'assurer de la compatibilité de son projet avec l'état des sols et l'adapter, le cas échéant, en conséquence. Une offre aujourd'hui importante et structurée de bureaux d'études compétents, complétée par la possibilité de recourir à un expert jouant le rôle d'assistant à maître d'ouvrage, est là pour aider ces aménageurs à accomplir cette tâche.

L'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme vous donne la faculté d'exiger du pétitionnaire qu'il démontre la compatibilité de son projet avec l'état des sols, et de n'octroyer le permis de construire que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales destinées à garantir la viabilité sanitaire du projet et à garder la mémoire de l'état des sols en cas de changement d'usage ultérieur. Ces prescriptions spéciales peuvent notamment être le respect des mesures de gestion ou l'instauration des servitudes définies par le bureau d'études.

Le maître d'ouvrage a tout intérêt de faire réaliser les évaluations nécessaires par des cabinets certifiés ou pouvant attester que les études de risques sanitaires ont été réalisées conformément à la méthodologie nationale définie par les circulaires du 08/02/2007 du ministère chargé de l'environnement. Il pourra également utiliser le guide de l'aménageur mis en ligne par le ministère.

#### **Cas des éventuelles pollutions d'origine industrielle :**

De façon générale, les sites potentiellement pollués pour lesquels il y a une action de l'Etat peuvent être suivis sur le site Internet suivant : <http://basol.developpement-durable.gouv.fr/>

L'inventaire historique des anciens sites industriels et activités de services (BASIAS), réalisé par le Bureau de recherches géologiques et minières et publié par le Ministère de l'écologie et du développement durable, est disponible sur le site Internet suivant : <http://basias.brgm.fr>. Il peut être utile, pour le maître d'ouvrage, de se référer à cet inventaire pour l'orienter dans ses investigations potentielles.

Son utilisation appelle cependant quelques remarques :

- aussi exhaustif puisse-t-il être, il est néanmoins possible que d'anciens sites industriels n'y soient pas répertoriés. Cela signifie que le fait de ne pas trouver un site dans le fichier BASIAS n'implique en rien que ce site n'ait pas supporté dans le passé une activité polluante.
- a contrario, le fait de trouver un site dans BASIAS ne suppose pas nécessairement qu'il soit pollué du fait de l'activité industrielle qu'il a hébergée.

### **- Éléments connus de la DREAL et spécifiques au projet :**

Le projet est situé sur l'emprise du site de l'ancienne raffinerie ELF ANTAR sur le territoire des communes de Haulchin, Douchy-les-Mines et Thiant. Le site est autorisé par arrêtés préfectoraux des 26 juillet 1968 et 7 février 1978. L'installation a cessé son activité en 1982.

Les travaux de remise en état du site pour un usage industriel ont été prescrits par les arrêtés préfectoraux des 7 janvier 1994, 6 novembre 1995 et 17 juillet 1998.

Par transmission du 10 juillet 2019 à la DREAL Hauts-de-France, aux mairies concernées et à la DDTM du Nord, le demandeur a transmis une attestation d'un bureau d'étude certifié, référencé A001-1613181JIM-V0, attestant de la prise en compte des mesures de gestion de la pollution dans la conception du projet et garantissant l'adéquation entre l'usage prévu en phase travaux et en phase d'exploitation du parc photovoltaïque et l'usage industriel retenu dans le cadre de la remise en état.

Ainsi, les réserves relatives à la compatibilité du projet avec l'état du sol peuvent être levées sous réserve de la finalisation de la procédure de cessation d'activité et de remise en état du site ICPE avant le début des travaux de construction du parc photovoltaïque.

Il convient de s'assurer que les compléments transmis le 10 juillet par le pétitionnaire sont bien repris dans le dossier de demande de permis de construire.

En conclusion, les éléments apportés par le pétitionnaire permettent de lever les réserves exprimées dans mon avis du 30 avril 2019.

Pour le Directeur et par délégation,  
La Cheffe de l'Unité Départementale du Hainaut



Isabelle LIBERKOWSKI

